



Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

S/21477  
9 août 1990  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

LETTRE DATEE DU 9 AOUT 1990, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR LE  
REPRESENTANT PERMANENT DE LA BULGARIE AUPRES DE L'ORGANISATION DES  
NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte des déclarations publiées les 2 et 8 août 1990 par le Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Bulgarie.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Dimitar KOSTOV

ANNEXE I

Déclaration publiée le 2 août 1990 par le Ministère bulgare  
des affaires étrangères

La Bulgarie est profondément préoccupée par l'invasion, le 2 août 1990, du territoire de l'Etat du Koweït et l'occupation de sa capitale par les forces iraqiennes.

La République populaire de Bulgarie condamne l'usage de la force dans les relations internationales et la violation de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de tout Etat quel qu'il soit. Nous appuyons l'appel lancé par la communauté internationale demandant un règlement politique de tous les sujets de différend entre l'Iraq et le Koweït, qui sont l'un et l'autre des pays avec lesquels nous entretenons traditionnellement des relations d'amitié.

Nous exprimons notre profond regret devant le nouveau conflit militaire dans cette région névralgique. Le Gouvernement bulgare appuie les efforts déployés par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies pour obtenir un règlement pacifique du conflit.

ANNEXE II

Déclaration publiée le 8 août 1990 par le Ministère bulgare  
des affaires étrangères

Comme on le sait déjà, c'est avec préoccupation que la Bulgarie a appris l'occupation du Koweït par les forces irakiennes. Exprimant son profond regret devant cet acte, le Gouvernement bulgare a déjà déclaré qu'il appuyait sans réserve les efforts déployés par le Conseil de sécurité de l'ONU pour régler la crise.

C'est compte tenu de ce qui précède que la Bulgarie accepte la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité, en date du 6 août 1990, imposant des sanctions contre l'Iraq, et en respecte les dispositions.

Nous sommes fermement convaincus que c'est là le seul moyen de garantir le fonctionnement efficace du système de maintien de la paix internationale établi par la Charte des Nations Unies, en particulier lorsque c'est la sécurité de petits Etats qui est menacée.

Toutes les fournitures militaires de Bulgarie à l'Iraq ont cessé, même depuis avant le début de la crise. Le Gouvernement bulgare prend actuellement d'autres mesures concrètes, conformément à la résolution du Conseil de sécurité, malgré les graves difficultés que cela créera pour l'économie bulgare.

La Bulgarie se réserve le droit de s'adresser au Conseil de sécurité, conformément à l'Article 50 de la Charte des Nations Unies, qui prévoit que si un Etat Membre se trouve en présence de difficultés économiques particulières dues à l'exécution de mesures préventives ou coercitives prises par le Conseil de sécurité, il a le droit de consulter le Conseil de sécurité au sujet de la solution de ces difficultés.

Le Ministère des affaires étrangères demande à tous les organismes, organisations et sociétés bulgares de respecter les dispositions de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité dans leurs activités.

-----